

L'écologiste et le syndicaliste

Jean Gadrey

Ivan Touver est un jeune militant écologiste d'une ONG bien connue. Son prénom, qui est la forme slave de Jean, lui a été donné en souvenir d'Ivan Illich (1926-2002), l'un des pères de l'écologie politique radicale et du courant de la « décroissance ». Il a reçu une éducation supérieure, comme la majorité des militants écologistes. Il a une maîtrise d'économie.

Karl Garrouge, la bonne soixantaine, depuis peu à la retraite, une petite retraite, est syndicaliste depuis qu'il a commencé à travailler, à seize ans, et chacun comprend d'où vient son prénom. Il n'a pas pu aller à l'université, mais il a suivi de bonnes formations syndicales. Il a connu Ivan dans une association « altermondialiste » à laquelle ils ont adhéré l'un et l'autre, car ils sont convaincus que, depuis qu'il a envahi le monde à partir des années 1980, le nouveau capitalisme financier « néo-libéral » accentue la dégradation de l'environnement et aggrave les inégalités sociales et la précarité. Ils convergent donc assez souvent. Mais ils n'ont pas la même conception des priorités.

Aujourd'hui, après une réunion tendue faisant suite à un Grenelle dont Karl a estimé qu'il avait été monopolisé par un courant « écolo-libéral anti-social », entraînant une réplique sèche d'Ivan « tu te fous du sort de tes enfants et petits-enfants », ils ont pris la sage décision de s'expliquer entre quatre yeux.

Scène 1

Ivan : Bon, je retire ce que j'ai dit de ton désintéret pour tes descendants, et d'ailleurs ce Grenelle est très ambigu. Mais quand même, dans vos combats syndicaux, comment pouvez-vous défendre l'égalité au présent sans penser, sauf peut-être pour les retraites, au monde que nous allons laisser derrière nous ?

Karl : OK, mon intervention était excessive. Mais toi, pourquoi défends-tu en priorité les générations futures en pensant aussi peu aux inégalités au présent ? Car, je regrette, se féliciter de la hausse du prix du brut et préconiser des taxes d'un montant sans cesse croissant sur l'énergie, le carbone ou l'essence, et des bonus pour ceux qui isolent leurs habitations et achètent des voitures moins polluantes, c'est pénaliser qui, et c'est avantager qui ? Tu veux « sauver la planète » sur le dos des moins bien lotis ?

Ivan (un peu gêné) : tu pousses un peu, nos propositions ne vont pas aggraver les choses, car on peut...

Karl : Mais si ! Pour les 10 ou 20 % les plus aisés, dont tu fais partie, ces sacrifices seront supportables, et ils y gagneront la conviction reconfortante qu'ils investissent dans un futur viable. Les autres, ceux dont le « reste à vivre » leur permet à peine de

joindre les deux bouts, les verront comme des mesures d'exclusion renforcée : exclusion du droit à la mobilité, pour des gens qui n'ont pas vraiment choisi de vivre dans des banlieues éloignées et mal desservies par les transports collectifs ; exclusion du droit à une alimentation saine et d'origine non polluante pour des personnes qui ne peuvent pas se payer autre chose que les aliments les moins chers issus de l'agriculture productiviste, etc. Et pendant ce temps, on délivrera des certificats de bonne conduite écologique aux plus aisés !

Ivan : mais on peut fort bien...

Karl : attends, il y a plus grave : non seulement les pauvres n'auront pas les moyens d'acheter des aliments, des produits et des voitures « propres », mais ils sauront désormais que leurs « choix » font courir des risques à la planète et à leurs enfants. C'est la double peine : pauvres, et de surcroît coupables de non assistance à planète en danger et à générations futures en péril. Ils ne risquent pas d'être de fervents supporteurs de telles mesures ! Ils pourraient même basculer vers des idéologies populistes associant négation de toute crise écologique et haine de classe exacerbée. C'est ça que tu veux ?

Ivan : non, mais arrête de me couper sans arrêt sinon c'est plus une discussion, c'est un monologue de défense des idées syndicales...

Karl (du ton satisfait de quelqu'un qui vient de marquer des points): OK, je ne te coupe plus, mais avoue que tu es gêné aux entournures !

Ivan : mais toi aussi tu es gêné ! Gêné par tout ce qu'on apprend jour après jour sur la crise écologique et ses impacts humains. Si des réorientations urgentes ne sont pas décidées, des catastrophes sans précédent attendent l'humanité, et pas dans un siècle ou deux, mais déjà pour nos enfants, et dès aujourd'hui pour certaines populations.

Karl : j'en suis convaincu, même si c'est de façon récente...

Ivan : ... tu devrais remercier les écolos...

Karl : ... mais tu n'as pas répondu à ma question sur les inégalités !

Ivan : J'y viens. D'abord, vu ton internationalisme, tu devrais être frappé par tous les constats du PNUE, du PNUD, de la FAO, du rapport Stern : les premières victimes des dérèglements du climat, de la montée des eaux, de l'appauvrissement des écosystèmes, de la désertification, des pollutions les plus dangereuses sont déjà, et seront à l'avenir, les plus pauvres de la planète. En particulier ceux qui dépendent le plus d'une agriculture vivrière ou de la pêche pour leur survie, et ceux qui vont devenir les « réfugiés environnementaux » : 150 millions dans le monde dès 2050 selon des chercheurs d'Oxford ! Préserver l'environnement c'est donc combattre la pauvreté mondiale !

Karl : d'accord, tu marques un point, mais je t'ai parlé des inégalités en France. Tu fais quoi ? Ils en ont parlé au Grenelle ?

Ivan : euh... oui.. un peu. Ils ont proposé par exemple des mesures de compensation financière pour les « populations défavorisées » touchées par des taxes écologiques. Ils ont évoqué le fait que si les HLM sont mieux isolés, les factures des ménages à revenu modeste seront diminuées ; que si des transports propres et peu chers se multiplient, les dépenses liées à l'automobile régresseront. Il n'est donc pas question de sacrifier les bas revenus.

Karl : tout ça, c'est au mieux de la compensation. Mais LA COMPENSATION, FINANCIERE OU AUTRE, NE REDUIT PAS LES INEGALITES, ELLE LES MAINTIENT, et, avec elles, tous les risques d'échec des politiques écologiques liés aux sentiments de frustration, à l'étalage de la richesse des très riches, ceux qui consomment et polluent le plus ! Tu vas dire aux gens modestes de faire des sacrifices pour la planète quand les seules sociétés du CAC 40 ont distribué l'an dernier 40 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires, soit plus de 6 fois les sommes versées aux 1,2 million de RMistes, et quand une seule personne peut détenir 23 milliards d'actions ?

Ivan : OK, c'est toi qui marques un point. Il faut qu'on aille plus loin, d'autant que de telles inégalités engendrent des comportements d'imitation qui poussent au « toujours plus » et favorisent « l'effet rebond », c'est-à-dire la relance perpétuelle de la consommation. Mais alors Karl, ça veut dire que, pour que les gens trouvent que nos mesures et nos taxes sont justes, pour pouvoir affirmer un droit égal aux ressources vitales dans un monde où elles sont finies, il faudrait aller vers un RMA, « revenu maximum acceptable », selon les termes de Patrick Viveret (1) ?

Karl : je ne sais pas ce qu'en penserait mon syndicat, mais moi je serais pour, en tout cas à terme. Dans l'immédiat, tes amis écolos pourraient au moins placer l'objectif de réduction des inégalités au même niveau que leurs objectifs environnementaux.

Ivan : oui, si tu appliques la réciproque dans ton syndicat. Mais il reste une question à régler : nous faut-il de la croissance économique et de la croissance du pouvoir d'achat pour réduire les inégalités, la pauvreté, et la pression environnementale ?

Karl : ça risque d'être long ! On en discute la semaine prochaine ?

... Vous aurez sans doute compris qu'entre Ivan/Jean et Garrouge/Gadrey, le dialogue n'est pas étranger à une tension intérieure que connaissent aujourd'hui beaucoup d'autres défenseurs du social découvrant avec effarement l'ampleur de la crise écologique...

(1) <http://www.caracoleando.org/spip.php?article47>

Scène 2

Nos deux personnages, Ivan l'écologiste et Karl le syndicaliste, sont à nouveau réunis. Ils vont s'expliquer sur la croissance et la crise écologique. Karl a marqué des points au cours de la scène 1. Aujourd'hui, Ivan semble reprendre la main.

Karl : selon toi, pour sauver la planète, il faut passer de la croissance, qui nous a apporté notre niveau de vie et de protection sociale actuel, à la décroissance, qui va nous faire régresser de 50 ans ?

Ivan : ça commence mal ! On ne pourrait pas commencer par évaluer les contraintes écologiques, avant de voir si c'est compatible ou non avec la croissance ?

K. : OK, mais qui les connaît vraiment ? Toi ?

I : non, pas de façon précise. Mais en dix ans, on a fait de gros progrès, grâce à des collectifs internationaux de chercheurs sous l'égide des Nations Unies. Sur le climat par exemple, le GIEC, qui vient d'avoir le Nobel de la paix, c'est 3 000 chercheurs et 140 pays. Et pas plus tard que la semaine dernière, les Nations Unies ont publié leur rapport GEO 4, sur lequel ont planché 1 400 scientifiques.

K : et ils disent quoi ?

I : ça dépend des problèmes. On parle beaucoup du réchauffement climatique. Mais la perte de biodiversité, c'est-à-dire l'extinction partielle ou totale de nombreuses espèces, c'est grave aussi pour l'espèce humaine. Et il y a d'autres épuisements ou destructions en cours : l'eau, les énergies fossiles, les terres disponibles, les forêts...

K : moi, tu sais, les problèmes des ours polaires, ça me motive nettement moins que la pauvreté de milliards de gens dans le monde et les sept millions de pauvres chez nous !

I : Si les glaces des pôles fondent et que le niveau des mers monte d'un mètre ou plus d'ici 2100, ce sont des centaines de millions de pauvres dans le monde, au Bangladesh et ailleurs, qui vont en baver, plus que les ours polaires. Bon, je te prends l'exemple du climat, ça au moins t'en as entendu parler.

K : ouais, ils m'ont conseillé d'éteindre la veilleuse de ma télé, de planter un arbre et de conduire moins vite. « Tous un petit geste pour la planète » qu'y disent. Fumisterie non ? Pendant ce temps, les multinationales détruisent la forêt amazonienne, le transport aérien s'envole, et les Chinois construisent une centrale au charbon par semaine. C'est pas là qu'il faudrait prévoir des « gros gestes » plutôt que de culpabiliser les gens chez nous ?

I : Attends un peu. On va partir de quelques chiffres qui, d'ici peu, seront plus connus que ceux de la croissance. Le réchauffement climatique est provoqué par ce qu'on

appelle l'effet de serre, qui augmente parce que l'atmosphère se charge de gaz comme le CO₂ et le méthane. Lorsqu'il y en a trop, ils ont le même impact sur la température du globe que si toi tu mettais trop de pulls : tu crèverais de chaud...

K : merci, ça je savais, et d'ailleurs je vais enlever mon pull parce que rien que d'y penser...

I : oui, sauf que la nature peut pas enlever son pull, elle met un siècle à éliminer son excès de CO₂. Si on veut éviter sa progression, il faut que les océans et les forêts le recyclent, mais à leur rythme : ils refusent de bosser plus vite ! Et ça, ça se chiffre.

K : avec quelle précision ?

I : je sais pas. Autant que toi quand tu dis que les salaires ont perdu 10 points de PIB depuis 1980 ! De toute façon, tu vas voir, on n'est pas à 20 % près. Pour les émissions de CO₂, qu'on mesure souvent en « équivalent carbone », la nature peut recycler un peu plus de 3 milliards de tonnes de carbone par an. Avec 6,5 milliards d'habitants, ça fait environ 500 kilos par personne et par an. Avec 9 milliards, ça ferait 350 kilos. Au-delà, on augmente l'effet de serre. C'est ce qu'on fait depuis les années 1960. On en est à une tonne par habitant du monde, deux fois trop.

K : ça représente quoi ces 500 kilos ? Moi, combien je pèse en carbone ?

I : toi, je sais pas, mais pour un Français c'est en moyenne 2 tonnes, quatre fois plus. Si tous les habitants du monde avaient notre mode de vie et de production, il faudrait quatre planètes pour absorber leurs émissions de CO₂. Un aller et retour Paris-New York en avion, c'est pas loin des 500 kilos par passager. Idem pour une petite voiture qui fait 5 000 kms en ville. Je te conseille le site de Jancovici, <http://www.manicore.com/> et son bouquin « L'avenir climatique ». Sauf qu'il sous-estime le potentiel des énergies renouvelables et défend le nucléaire civil, ce qui me gêne. Mais faut discuter.

K : tu veux dire que, pour s'en sortir dans un monde où tous les gens auraient les mêmes droits d'émission, il faudrait, en France, diviser notre consommation par quatre ? Tu plaisantes ?

I : Ce qu'il faut diviser par quatre, c'est nos émissions. C'est d'ailleurs un objectif officiel d'ici 2050. On n'en prend pas le chemin. Tout dépend de ce qu'on consomme et de la façon dont on produit. On peut vivre mieux en émettant quatre fois moins de CO₂...

K : ...une vie monacale peut-être ? C'est pas mon truc...

I : ... ni le mien. Une asso de 110 experts de l'énergie, qui s'appelle négaWatt, a mis au point un scénario pour 2050. Ils montrent qu'on peut diviser par quatre les émissions de CO₂ avec deux fois plus d'usages venant de l'électricité, et une mobilité

en progression de 15 %. T'as qu'à voir sur leur site.

K : il y aurait donc de la croissance du pouvoir d'achat et de la croissance économique ?

I : non, ce sont des catégories qu'il va falloir laisser tomber. Tu sais qu'avec 2 % de croissance par an, on produirait en 2100 six fois plus de choses qu'aujourd'hui ! Quand va-t-on stopper cette course folle au toujours plus pour revenir au bien vivre compatible avec les ressources naturelles ? Pour cela, il y a des choses qui doivent croître, d'autres décroître, et beaucoup d'autres gagner en qualité et en durabilité, pas en quantité.

K : discours écolo abstrait, comme d'hab. Tu vas pas aller loin dans les quartiers populaires avec ça !

I : OK, voilà du concret. Dans le scénario négaWatt, on consommerait en 2050 la même quantité de Kwh qu'en 2000. Pas de croissance. Mais avec chaque Kwh, on aurait deux fois plus d'utilité avec des appareils moins gourmands en Kwh pour le même résultat (efficacité) et avec moins de gaspi, de l'isolation, etc. Et ces Kwh seraient quatre fois moins polluants (gains de durabilité). Les « petits gestes » complèteraient les grands choix, qui sont du côté de la production : énergies renouvelables, transports collectifs denses et plus propres... Idem dans d'autres secteurs, même si on n'a pas de scénario global. Mais ça va venir.

K : Admettons. Mais tes Kwh propres, ils vont être bien plus chers, ton alimentation bio aussi, les loyers, etc., ça fait une sérieuse baisse du pouvoir d'achat !

I : oui, vu la façon dont on mesure le pouvoir d'achat et la croissance, en ignorant l'utilité finale et la durabilité. Mais ce qui compte, c'est pas d'acheter plus de Kwh, de machines à laver, de télé ou de kilomètres de déplacement, c'est ce qu'on en fait, le bien-être durable. On peut faire mieux avec moins de ressources et moins de pollutions. Si ton Kwh il te coûte 50 % de plus mais avec deux fois plus d'utilité et quatre fois moins d'émissions, t'es gagnant, et tes petits enfants encore plus. Idem avec une machine à laver qui dure deux fois plus, qui consomme beaucoup moins d'eau et d'énergie, qu'on recycle, etc.

K : y a quand même des choses auxquelles les gens tiennent et qu'on va devoir sacrifier ?

I : oui, et d'autres qu'on va redécouvrir, par exemple dans des échanges de proximité. C'est sûr, il va falloir réduire nettement l'usage de la bagnole, sans parler de l'avion, la viande de bœuf, les produits laitiers, l'eau minérale et bien d'autres choses qui empoisonnent l'atmosphère ou pompent les ressources naturelles. Et plus généralement tout ce qui exige des milliers de kilomètres de transport avant d'arriver chez nous.

Karl : ça au moins, ça pourrait freiner les délocalisations. Et à ce propos, que devient le plein emploi dans tout ça ?

Ivan : C'est pas simple. On en parle la semaine prochaine ?

Scène 3

Ivan l'écologiste et Karl le syndicaliste ont leur troisième et dernière explication. Ivan, qui a souscrit à l'idée que la réduction des inégalités était indissociable de ses combats, a tenté de montrer à Karl qu'on pouvait abandonner la religion de la croissance matérielle sans nuire au bien-être durable. Mais Karl reste sur sa faim : que deviennent l'emploi et la protection sociale dans ce schéma incomplet ? Comment faire converger les exigences sociales et écologistes ? Ivan est ici moins assuré...

Ivan : c'est vrai, on n'a pas de « modèle » de création d'emplois dans cette nouvelle économie écologique...

K : en fait, t'as rien de sérieux ?

I : si, il y a même plein de choses, simplement c'est pas encore une vision globale. On peut raisonner par grands secteurs d'activité, à commencer par ceux qui vont connaître une forte croissance de l'emploi. Je commence par l'énergie, avec le scénario négaWatt dont je t'ai parlé...

K : ... tu rabâches ! C'est juste un secteur parmi bien d'autres !...

I : OK, mais je commence par lui parce qu'il y a une vraie prospective chiffrée, économique, sociale et écologique. Dans ce scénario, l'emploi augmente nettement dans le bâtiment (construction et surtout réhabilitation), la fabrication de composants et de matériaux, les études technico-économiques, les services énergétiques et la maintenance. Surtout si on aide ces branches naissantes par des investissements publics et une fiscalité incitative.

K : des chiffres, des chiffres !

I : en voilà. Le programme de réhabilitation des logements créerait plus de 100 000 emplois à temps plein...

K : ... ils ont parlé du logement social rénové et isolé à loyers accessibles ?

I : non, mais il faudrait, d'autant que si c'est bien isolé et qu'on récupère les eaux de pluie, les charges baissent de moitié ou plus. Mais je continue : l'éolien créerait plus de 200 000 emplois en 2050, le photovoltaïque 150 000 et l'exploitation de la biomasse permettrait de maintenir en activité 150 000 agriculteurs. Ces emplois, pour la plupart non délocalisables, contribueraient au développement local.

K : j'aime bien les emplois non délocalisables... Si je compte bien, ça fait autour de 600 000. Pas mal, mais tu vas en supprimer encore plus ailleurs, dans l'automobile et les transports routiers, dans l'aérien et la construction aéronautique, les hypers, l'élevage de bovins, et même une partie de l'industrie ?

I : je vais répondre à ça, mais avant je continue avec les secteurs qui vont créer beaucoup d'emplois. Pour en finir avec l'agriculture productiviste polluante, avec les importations excessives de biens agricoles, mais aussi les exportations vers le Sud qui nuisent à ces peuples, il nous faut une vraie révolution verte, chez nous aussi. Une agriculture durable et souvent de proximité, avec pour objectif un haut degré d'autosuffisance alimentaire, ce qui ne veut pas dire le protectionnisme intégral, représenterait à terme plus de 1,5 million d'emplois contre moins d'un million aujourd'hui. Il n'y a en France que 1,7 % de fermes bio contre 9 % en Autriche. Il faudrait passer à 10 ou 20 fois plus. Mais cela suppose une réorientation des aides publiques, des circuits de distribution nouveaux, si possible coopératifs...

K : ... et des revenus pour les moins riches car ça sera plus cher...

I : oui, mais si on intégrait dans les prix des aliments issus de l'agriculture polluante et de pays lointains tous les coûts écologiques aujourd'hui cachés, je suis pas certain qu'il y aurait un tel écart. Mais c'est vrai, pour que ça marche, il faut réduire les inégalités, tu m'as convaincu. Mon bilan emploi te plaît ?

K : t'as encore du boulot pour le préciser, et t'oublies des besoins immenses : dans la petite enfance, en direction des personnes âgées, des handicapés, dans la santé dont la prévention, surtout si ces services deviennent accessibles à tous. Selon la DARES, rien que pour la petite enfance et les personnes âgées, on pourrait créer en dix ans 240 000 emplois. Et ça pourrait faire beaucoup plus si c'était plus social, par exemple pour les personnes âgées à bas revenu qui ne peuvent pas aujourd'hui payer les tarifs des maisons de retraite. Tu sais que, même dans le contexte pourri actuel, l'emploi dans l'économie sociale et associative a progressé de 15% depuis 2000 et représente 10 % de l'emploi total, plus très loin de l'industrie avec ses 13,8 % ?

I : OK, si toutes ces activités peuvent s'appuyer sur des transports propres et des bâtiments économes en ressources, ce sont des gisements d'emplois de proximité et durables.

K : restent certains secteurs industriels et des transports qui vont décliner. Tu fais quoi ?

I : plus on attend, plus ce sera brutal. Des reconversions sont possibles. Une partie de l'industrie mécanique, automobile et électronique peut produire en masse des bus et tramways, des microgénérateurs (des trucs qui produisent de l'électricité à partir de la chaleur ambiante) en relation avec le secteur des énergies renouvelables, développer des services de réparation et de recyclage. Pour les transports, il faudra

moins d'emplois de routiers, mais nettement plus pour les bus et tramways, le train et en particulier le fret, les métros légers. Quant à la grande distribution, on sait que pour un emploi qu'elle crée, plusieurs sont supprimés dans le petit commerce. Il faudrait inverser la tendance.

K : ouais, pas évident ce scénario, on ne sait pas si au total on aurait le plein emploi...

I : ... mais on aurait des richesses importantes et non polluantes à partager, et alors c'est le travail qu'il faut partager, et certainement réduire, pour que tout le monde en profite, y compris avec des loisirs partagés.

K : là, d'accord, si t'ajoutes la protection sociale. Aujourd'hui, c'est la fracture. Selon le CERC, les 10 % de salariés aux plus faibles salaires annuels ne travaillent que 13 semaines dans l'année, contre 51 semaines pour les 10 % les mieux payés. Les premiers ont une durée du travail hebdomadaire moyenne de 22 heures, contre 38 heures pour les seconds. On peut très bien aller vers les 30 heures en réduisant les inégalités et en visant le plein emploi avec une bonne protection sociale. Mais entre nous, tu crois que les grandes entreprises et le MEDEF peuvent jouer le jeu, et qu'on peut créer ces emplois nouveaux d'une économie écologique et sociale de proximité, relocalisés, en laissant le marché fonctionner comme aujourd'hui ?

I : non. Il y aura certes du développement d'entreprises, surtout des PME-PMI, sur des marchés porteurs, avec des innovations nombreuses, des reconversions industrielles, mais il faudra plus d'intervention publique, plus de financements collectifs, et moins de marchés guidés par le profit. C'est un peu comme pour la reconstruction après la deuxième guerre, sauf que, à la place de la « bataille du charbon » ou de l'acier, ce sera la bataille de la « décarbonisation » et la bataille de la préservation des biens communs. La logique du profit et les biens communs, ça va pas bien ensemble.

K : oui, mais les biens communs que je défends d'habitude, qui sont associés à des droits universels menacés, ils s'appellent sécurité sociale, plein emploi, travail décent, égalité, services publics...

I : ... et les miens, qui sont menacés aussi par la marchandisation, s'appellent ressources naturelles, eau, climat, forêts, biodiversité, connaissances, droits des générations futures...

K : l'idée, c'est que les menaces qui pèsent sur les premiers s'alourdissent si on défend pas les seconds, et réciproquement. Reste que les gens adorent la croissance ! C'est un peu comme une drogue, non ? Mais alors, c'est pas aux gens qu'il faut s'en prendre, c'est aux dealers de croissance et de productivisme, de crédit, de pub, de discount fondé sur le dumping social et écologique, aux dealers de profits spéculatifs.

I : l'addiction à la croissance, ça change, et ça va changer, mais t'as raison : on ne pourra réorienter tout ça que si on le fait ensemble.

